



« Les échanges économiques sont avant tout des rapports politiques »

Chercheuse qualifiée du FNRS, Isabelle Ferreras propose une lecture originale du travail et de l'entreprise. Soutenant une analyse politique du travail, elle appelle à plus de créativité institutionnelle pour faire entrer la démocratie dans l'entreprise. Décryptage.

La Chronique : Vous soutenez qu'il y a une contradiction entre capitalisme et démocratie. Pourquoi ?

Isabelle Ferreras : Dans notre société, le capitalisme constitue le cadre dominant nos échanges économiques alors que la démocratie constitue l'idéal quant à la manière de gérer nos échanges politiques, notre vivre ensemble. Les penseurs libéraux ont avancé l'idée que ces deux référents culturels se renforçaient l'un l'autre, voire étaient mutuellement nécessaires l'un à l'autre. Selon les recherches que j'ai menées, la coexistence de ces deux référents crée, au contraire, une dissonance, ressentie au niveau individuel, et un conflit latent au niveau social. La prolifération actuelle du thème de la souffrance au travail est un indice de cette contradiction qui voit les citoyens se dépouiller de leur « égalité en dignité et en droits » quand ils passent la porte de l'entreprise.

Quelle hypothèse émerge de votre analyse politique du travail¹ ?

L'évolution de l'économie, où actuellement plus de 70 % de l'emploi se trouve dans les services, va rendre incontournable la question de l'égalité politique dans le travail. Aujourd'hui, on considère souvent le combat pour l'égalité politique comme un combat, *grosso modo*, gagné – 'seul' le droit de vote des étrangers restant encore à conquérir. Or, le combat pour l'émancipation politique n'est encore que dans son enfance. Le problème auquel nous sommes confrontés, c'est la séparation entre l'économique et le politique, combat conceptuel mené par la théorie économique libérale, dont l'impact s'est traduit dans les lois de nos Etats de droit. Au contraire, il faut considérer que les pratiques sociales inhérentes aux activités économiques sont à envisager avant tout comme des pratiques politiques.

Suivant cette thèse, vous rejetez la perception du travail comme simple moyen de subsistance. Pouvez-vous vous expliquer ?

Mes recherches empiriques au départ du cas emblématique des caissières de supermarché montrent que le travail constitue une expérience sociale complexe. Il s'agit d'une réalité qui dépasse de loin le rang de simple gagne-pain. Le travail constitue une expérience pleinement expressive. A la différence de la théorie économique qui soutient l'idée que les gens travaillent simplement en retour d'un salaire, le travail dépasse le seul niveau instrumental. Et tous les gens qui travaillent le savent : travailler c'est avoir sa place dans le tissu social, c'est se sentir utile et d'une certaine manière autonome. C'est également, pour ceux qui en ont la chance, faire quelque chose d'intéressant. En somme, le travail est bien plus qu'un simple moyen de subsistance.

Ensuite, il faut comprendre qu'aujourd'hui, le travail se vit dans l'espace public. Ceci en raison du fait que l'économie est devenue une économie de services. La grande différence avec le modèle industriel, du point de vue de l'expérience du travail, c'est que les travailleurs sont confrontés à la présence du client sur le milieu du travail. Cette présence accentue la mobilisation, dans le chef des travailleurs, des conventions culturelles qui sont typiques de la

¹ Voir Ferreras, I., 2007, *Critique politique du travail. Travailler à l'heure de la société des services*. Paris : Presses de Sciences Po.

sphère publique de nos sociétés démocratiques, comme par exemple le fait d'attendre que votre interlocuteur respecte la convention de votre égale dignité.

Au fond, vous considérez le travail comme une expérience politique. Qu'entendez-vous par là ?

Une troisième couche de compréhension du travail contemporain est nécessaire : non seulement travailler consiste à faire une expérience expressive qui s'inscrit dans l'espace public des sociétés démocratiques mais plus encore, il faut la considérer comme une expérience pleinement politique en effet. Je m'explique : à étudier les situations de travail aujourd'hui, on est marqué par l'importance de la flexibilité. La flexibilité des horaires, des salaires, des équipes, redéfinit en permanence les organisations. D'un point de vue sociologique, faire cette expérience de flexibilité, c'est faire une expérience continue de positionnement et d'insertion dans les collectifs de travail. Et cette inscription dans le collectif est vécue, par les salariés, comme autant d'occasions de mobiliser leurs conceptions de la justice – la répartition des tâches par exemple, les critères d'accès à une formation sont justes pour certains, injustes aux yeux d'autres, en raison de leur conception particulière de la justice (mérite, ancienneté, etc.) dans un contexte – démocratique – où les salariés partagent l'intuition qu'ils devraient être associés aux décisions qui les concernent, en bref : associés à gouverner l'entreprise. Or, cette mobilisation des conceptions sur le juste et l'injuste dans le cadre d'une inscription dans le collectif constitue, dans les termes de la philosophie politique, l'expérience politique par excellence – pas de « la » politique, mais *du* politique. Cet état de fait témoigne de ce que j'appelle la situation de contradiction capitalisme/démocratie. Il est aujourd'hui urgent de revoir la conception dominante du travail pour la comprendre comme une expérience politique fondamentale liée à la vie démocratique contemporaine.

Si vous envisagez les rapports économiques comme étant politiques, comment comprenez-vous l'entreprise, organisation où se vit le travail ?

Bien entendu, l'entreprise capitaliste n'est pas organisée comme si elle était une institution politique. C'est l'objet de mon nouveau livre². Tout a été fait pour considérer l'entreprise comme une pure organisation économique. Et cela explique les tensions et les conflits dont elle est le siège. Son architecture institutionnelle est orientée vers la poursuite du gain maximum pour les seuls apporteurs en capital. Au nom d'une compréhension extrêmement étroite de sa réalité, la considérant comme mue par la seule rationalité instrumentale, c'est un lieu gouverné de manière despotique : les seuls capitalistes la gouvernent car ces derniers sont pensés comme les meilleurs représentants de la logique instrumentale. Il faut opérer un changement de perception fondamental : comprendre que l'entreprise capitaliste est le siège d'une rencontre entre la logique politique des travailleurs, que je viens brièvement d'explorer, et la logique instrumentale des apporteurs en capital. Cette compréhension invite à lire l'entreprise comme étant prise dans une lutte d'influence entre deux régimes d'interaction, deux manières d'organiser les rapports de pouvoir : un régime de type privé, pré-démocratique, capitaliste et un régime démocratique, propre à l'espace public des sociétés démocratiques avancées.

Que proposez-vous pour remédier à cette contradiction capitalisme/démocratie et à la crise économique et démocratique qui en résulte selon vous ?

La réponse à la crise actuelle oscille entre austérité ou relance. Selon moi, l'enjeu est beaucoup plus fondamental : une réforme structurelle de l'économie et des institutions de pouvoir dans l'économie est nécessaire. Relance, certainement, mais relance de la créativité institutionnelle qui me semble être la priorité pour espérer véritablement sortir de cette crise autant économique que démocratique et écologique.

² Ferreras I., « *Gouverner le capitalisme ? Démocratie et entreprise. La proposition du bicamérisme économique* », Paris : Presses universitaires de France, à paraître fin août 2012.

Quelle nouvelle institution proposez-vous ?

Grosso modo, pour sortir de cette contradiction capitalisme/démocratie vous avez deux voies, plus de démocratie ou plus de despotisme capitaliste. Les salariés aspirent à la première voie. Il importe de favoriser toutes les formes de démocratisation des décisions de l'entreprise, pour des raisons de justice mais aussi d'efficacité. L'histoire est riche d'enseignements à propos du mouvement de démocratisation de la société entamé, avec progrès et reflux depuis l'Antiquité. Car ce passage du despotisme à l'amorce du mouvement de démocratisation de la société, nos sociétés occidentales l'ont connu. En relisant l'histoire des révolutions politiques on y trouve un sérieux aiguillon pour l'histoire de l'évolution de nos rapports économiques. J'y ai identifié un « moment bicaméral » de compromis entre les deux grands groupes d'intérêt qui forment la société – *patriciens* et *plébéiens* dans la Rome antique, *Lords* et *Commons* dans l'Angleterre moderne.

A quoi ressemblerait cette « entreprise bicamérale » ?

Forte de mon analyse du travail et à l'appui de l'histoire politique, j'ai imaginé un « bicaméralisme économique ». Aux côtés du Conseil d'Administration actuel, qu'il faut considérer comme la Chambre représentant les intérêts des apporteurs en capital, je propose la création d'une Chambre des représentants des investisseurs en travail, où les représentants seront des travailleurs élus sur des listes déposées par les syndicats. La représentation des intérêts du capital serait ainsi obligée de prendre au sérieux les intérêts de ceux qui investissent leur personne dans le travail. Ainsi, le gouvernement de l'entreprise, son *top management*, deviendrait, comme c'est le cas du gouvernement d'un Etat bicaméral, responsable devant les *deux* Chambres. Il devrait avoir la confiance des deux Chambres pour gouverner, chaque Chambre ayant un droit de veto sur les lois et décisions proposées. En conséquence de quoi, les décisions prises devraient veiller à un équilibre légitime, raisonnable et intelligent entre les intérêts des deux parties – situation évidemment bien éloignée de ce que nous connaissons aujourd'hui dans les entreprises.



«Et voilà le travail ! »

Une activité proposée par la Ligue des droits de l'Homme

Du 20 au 22 septembre 2012

A La Fonderie - Rue Ransfort 27 | 1080 Bruxelles

Réservations reservations@liguedh.be | 0478 31 27 46

Et jusque fin 2012,
un peu partout en Fédération Wallonie-Bruxelles

Infos et programme

www.liguedh.be/72430